**Marché Public de prestations intellectuelles**

**MARCHE n°2025-03**

**REALISATION D’UNE ETUDE SUR LES USAGES DU STREAMING MUSICAL EN FRANCE**

**Procédure de passation** : Procédure adaptée passée selon la procédure décrite aux articles R. 2123-1 et suivants du code la commande publique

**Nom et adresse officiels de l’acheteur :** Centre national de la musique (CNM) – 151-157 avenue de France – 75013 Paris ; représenté par l’ordonnateur principal de l’établissement

**ACTE D’ENGAGEMENT (AE)**

**Sommaire**

[Préambule 3](#_Toc198886280)

[Parties contractantes 3](#_Toc198886281)

[Présentation de l’établissement 3](#_Toc198886282)

[ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT 4](#_Toc198886283)

[ARTICLE 2 – MONTANT DES PRESTATIONS 6](#_Toc198886284)

[ARTICLE 3 – AVANCE 7](#_Toc198886285)

[ARTICLE 4 – PAIEMENT 7](#_Toc198886286)

[ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D’EXECUTION 7](#_Toc198886287)

[ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE 8](#_Toc198886288)

[ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE 8](#_Toc198886289)

[ARTICLE 8 – DECLARATIONS 8](#_Toc198886290)

[ARTICLE 9 – TRANSFERT DE MARCHE 9](#_Toc198886291)

[ANNEXES A L’ACTE D’ENGAGEMENT 10](#_Toc198886292)

# Préambule

## Parties contractantes

**Contrat conclu entre :**

* D’une part, l’acheteur identifié en page de garde du présent document, représenté par l’ordonnateur principal de l’établissement, et désigné ci-après sous le terme de « l’acheteur » ou « le CNM » ou « l’Etablissement Public » ou « le Maître d’Ouvrage »
* D’autre part, l’(les) entreprise(s) attributaire(s) du présent contrat, représentée(s) par la personne qualifiée ayant signé l’Acte d’Engagement, et désignée(s) ci-après sous le terme de « le Titulaire ».

## Présentation de l’établissement

Le Centre national de la musique (CNM) est créé le 1er janvier 2020 par la loi n° 2019-1100. Cet établissement public à caractère industriel et commercial réunit, depuis le 1er novembre 2020, les structures préexistantes suivantes :

* Le Centre National de la Chanson, des Variétés et du Jazz (CNV) ;
* Le Centre d’information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA) ;
* Le Bureau Export ;
* Le Club Action Labels Indépendants Français (CALIF) ;
* Le Fond pour la Création Musicale (FCM).

Le CNM est sous tutelle du ministère de la Culture. Il constitue un outil supplémentaire au service de la politique publique de celui-ci, en matière de musique. Son rôle est de contribuer à garantir la liberté, la diversité et le renouvellement de la création musicale, partout sur le territoire national ; permettre aux auteurs, compositeurs, artistes et à la pluralité des professionnels qui les soutiennent, de créer, d’aller à la rencontre de tous les publics et de rayonner dans le monde.

Le CNM a également pour rôle la sauvegarde des acteurs de l’industrie musicale et des variétés. Il est l’opérateur de l’État, qui lui a confié la gestion de fonds de sauvegarde.

# ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Je soussigné, (nom, prénom) : ……………………………………………

Agissant en mon nom personnel,

OU

Agissant au nom et pour le compte de la société (SA, SARL) : ………………………………………………

Ayant son siège social (adresse, téléphone, fax, mail) : ………………………………………………………………

………………………………………………..………………………………………………………………………..………………………

………………………………………………..………………………………………………………………………..………………………

Immatriculée au SIRET : …………………………………………………………………

Code d'activité économique principale (APE) : ………………………………………………

Lieu et n° d'identification au Registre du Commerce et des Sociétés de : ……………………………………………

OU

Au Répertoire des Métiers de : ……………………………………………

**OU, en cas de groupement :**

Nous, soussignés,

**Monsieur / Madame (nom et prénom) :**

[[1]](#footnote-1)(1) Agissant en mon nom

[[2]](#footnote-2)(1)Agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

considérée comme une PME : OUI  NON  [[3]](#footnote-3)(1)

Ayant son siège à (adresse complète et numéro de téléphone, fax, email) :

Téléphone :

Fax :

Email :

1. Immatriculé(e) à l’INSEE :
2. Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :
3. Code d’activité économique principale (APE) :
4. Lieu et numéro d’inscription au registre du commerce :
5. Ou au Répertoire des métiers :

**Monsieur / Madame (nom et prénom) :**

[[4]](#footnote-4)(1) Agissant en mon nom

[[5]](#footnote-5)(1)Agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

considérée comme une PME du CCP : OUI  NON  [[6]](#footnote-6)(1)

Ayant son siège à (adresse complète et numéro de téléphone, fax, email) :

Téléphone :

Fax :

Email :

1. Immatriculé(e) à l’INSEE :
2. Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :
3. Code d’activité économique principale (APE) :
4. Lieu et numéro d’inscription au registre du commerce :
5. Ou au Répertoire des métiers :

**Monsieur / Madame (nom et prénom) :**

[[7]](#footnote-7)(1) Agissant en mon nom

[[8]](#footnote-8)(1)Agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

considérée comme une PME : OUI  NON  [[9]](#footnote-9)(1)

Ayant son siège à (adresse complète et numéro de téléphone, fax, email) :

Téléphone :

Fax :

Email :

1. Immatriculé(e) à l’INSEE :
2. Numéro d’identité d’établissement (SIRET) :
3. Code d’activité économique principale (APE) :
4. Lieu et numéro d’inscription au registre du commerce :
5. Ou au Répertoire des métiers :

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir établi la déclaration sur l’honneur, je m'engagesans réserve conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

# ARTICLE 2 – MONTANT DES PRESTATIONS

Les prestations seront rémunérées par application du prix global et forfaitaire suivant, dont le détail figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (annexe 1 à l’acte d’engagement) :

|  |  |
| --- | --- |
| **TRANCHE FERME** |  |
| **MONTANT HORS TVA** | **€** |
| **APPLICATION TVA 20 %** | **€** |
| **MONTANT TVA INCLUS** | **€** |

MONTANT TTC EN LETTRES : ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **TRANCHE OPTIONNELLE N°1** |  |
| **MONTANT HORS TVA** | **€** |
| **APPLICATION TVA 20 %** | **€** |
| **MONTANT TVA INCLUS** | **€** |

MONTANT TTC EN LETTRES : ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **TRANCHE OPTIONNELLE N°2** |  |
| **MONTANT HORS TVA** | **€** |
| **APPLICATION TVA 20 %** | **€** |
| **MONTANT TVA INCLUS** | **€** |

MONTANT TTC EN LETTRES : ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

# ARTICLE 3 – AVANCE[[10]](#footnote-10)

***🖝 Consigne CNM****: le candidat cochera la case correspondante en tenant compte de la remarque en pied de page*

Je souhaite bénéficier de l’avance[[11]](#footnote-11) :

OUI

NON

# ARTICLE 4 – PAIEMENT

Le Centre national de la musique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de :

*L'entreprise*................................................................................................................................................

Titulaire du compte :

Etablissement :

Agence :

Adresse :

N° de compte :

Code Banque :

Code guichet :

Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Les modalités et les délais de paiement figurent au CCAP.

# ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D’EXECUTION

Le marché est conclu pour être effectif tout au long du travail de mesure pour lequel le titulaire aura été engagé. Le présent marché débute à compter de la date de notification et prend fin à la suite du dernier livrable attendu.

À titre informatif, la durée d’exécution des prestations est estimée à 12 mois.

La durée d’exécution des prestations de la tranche ferme est estimée à 7 mois. Le délai maximal d'affermissement de la ou les tranches optionnelles est de 8 mois à compter de la date de démarrage de l’étude quantitative.

Le marché ne pourra pas êtrereconduit.

# ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

Je n'envisage pas de sous-traiter les prestations objets du présent acte d'engagement. Si postérieurement à la notification du marché, j'envisage la sous-traitance de certaines de ces prestations, je m'engage à respecter les dispositions prévues au décret 76 476 du 31 mai 1976, modifiées par la loi MURCEF du 11 décembre 2001.

OU

L’annexe 3 du présent acte d'engagement indique le nom des sous-traitants, la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement.

# ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

L'offre ainsi présentée m’engage / engage l’entreprise que je représente pendant un délai de 180 jours à compter de la date de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

# ARTICLE 8 – DECLARATIONS

1. J’affirme / Nous affirmons, sous peine de résiliation de plein droit du marché aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens / nous intervenons, à mes / nos torts exclusifs, que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 modifié de la Loi 52-401 du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la Loi 78-753 du 17 juillet 1978 concernant les infractions au Code Général des Impôts.
2. Je certifie / nous nous engageons sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que la fourniture des prestations ci-dessus mentionnées sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L8221-3, L 8221-5, L3243-1 et R3243-1 à R3243-5 du Code du Travail.
3. J'atteste / nous attestons sous peine de résiliation de plein droit du marché aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens / nous intervenons, que ladite société fournira à la personne publique les déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales m'/ nous incombant et datant de moins de six mois.
4. En outre, lorsque l'immatriculation de ma / nos société(s) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, je m'engage / nous nous engageons à fournir l'une au moins des pièces visées à l'article D 8222-5 du Code du Travail. A défaut de pouvoir fournir mon / notre extrait K-bis ou ma / notre carte d'identification justificative de mon / notre inscription au répertoire des métiers, j'atteste / nous attestons sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Lorsque l'immatriculation de ma / nos société(s) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers n'est pas obligatoire, j'atteste / nous attestons sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.

| En application de la loi n°2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie **je m'engage/ nous engageons à renouveler, par notification écrite à l’Acheteur, tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les déclarations visées ci-dessus au 2°, 3° et 4°.** |
| --- |

# ARTICLE 9 – TRANSFERT DE MARCHE

Dans le cas d’une éventuelle modification de la forme juridique de l’acheteur, le titulaire du présent marché autorise celui-ci à transférer par ordre de service l’ensemble des droits découlant du présent marché à cette nouvelle entité.

Fait en un original

A ........................, le ……………….

**Lu et approuvé, bon pour engagement,**

**Cachet, signature**

(Personne dûment habilitée à engager l’entreprise)

LE CNM ACCEPTE LA PRESENTE OFFRE POUR VALOIR ACTE D’ENGAGEMENT :

**Signature du représentant** du CNM

Date de notification :

-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Cadre réservé au nantissement le cas échéant :

# ANNEXES A L’ACTE D’ENGAGEMENT

ANNEXE 1 – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

ANNEXE 2 – EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

ANNEXE 3 – EN CAS DE GROUPEMENT

**ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT  
  
DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)**

Document Excel joint au dossier.

**ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT  
  
EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**

**Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance**

**MARCHE** : ....................................................

. Titulaire ............................................................................

. Objet .....................................................

**PRESTATIONS SOUS-TRAITEES** :

. Nature ....................................................

. Montant TVA comprise ......................................

**SOUS-TRAITANT** :

. Nom, raison ou dénomination sociale ....................................................................................

. Entreprise individuelle ou forme juridique de la société ...............................................................

. Numéro d'identité d'établissement (SIRET) ...............................................................................

. Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers

...............................................................................................................................................

. Adresse ...................................................................................................................................

. Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte .........................................................................................................................................

**CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE** :

. Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes……………………………………

...........................................................

. Date (ou mois) d'établissement des prix ..............................................................................

. Modalités de révision des prix ..........................................................................................

. Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfactions et retenues diverses ..........................................................................................................................................

. Personne habilitée à donner les renseignements……………………………………………………

L'entrepreneur, Le Directeur des Achats et Marchés

Le mandataire,

**ANNEXE 2 : Demande d'agrément des sous-traitants et d'acceptation de leurs conditions de paiements**

**(Pièces à présenter autant de fois qu'il y a de sous-traitants)**

**A l’appui de la demande d’agrément d’un sous-traitant devront être fournis les éléments suivants :**

* **Formulaire DC4**
* **Attestation de vigilance URSSAF**
* **Formulaire DC2**
* **Attestation d’assurance pour risques professionnels relative aux prestations du marché couvrant a minima la durée des prestations**
* **Un relevé d’identité bancaire (RIB-RIP),**
* **Une attestation AGEFIPH ou DOETH le cas échéant.**

Tous les formulaires « DC/NOTI » sont disponibles sur le site :

[*https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat*](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)

**ANNEXE 3 A L’ACTE D’ENGAGEMENT**

**EN CAS DE GROUPEMENT**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ENTREPRISE**S** | **REPARTITION DETAILLEE DES PRESTATIONS QUE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPEMENT S’ENGAGE A EXECUTER** | **MONTANTS**  **EN € HT** | **MONTANTS**  **EN € TTC** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. (1) Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-1)
2. (1) Cocher la case correspondante0 [↑](#footnote-ref-2)
3. (1) Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-3)
4. [↑](#footnote-ref-4)
5. [↑](#footnote-ref-5)
6. [↑](#footnote-ref-6)
7. [↑](#footnote-ref-7)
8. [↑](#footnote-ref-8)
9. [↑](#footnote-ref-9)
10. **L’avance peut être accordée au titulaire.**  L'acheteur peut prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire conformément à l’article R. 2191-4 du CCP. **Le soumissionnaire ne cochera donc la case « non » s’il ne souhaite pas bénéficier de l’avance et la case « oui » s’il souhaite en bénéficier.** [↑](#footnote-ref-10)
11. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-11)